



VIGILANCE ET ACTION

'Il n'y a qu'une seule fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir.'

N° 28 JUIN/JUILLET 1989

ISSN 0989-3237

bulletin de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTE

LES LEÇONS DES EUROPEENNES

par André DECOCQ

Professeur de Droit à la faculté de Droit de Paris
Président du Mouvement Initiative et Liberté

Le résultat des élections européennes est riche en leçons, à deux sens du terme.

1) - **Leçons**, autrement dit corrections, voire fessées, pour ceux que notre mouvement a combattus.

LEÇON POUR LE P.S., qui rêvait de devenir un grand parti majoritaire, recueillant durablement 37 à 40 % des suffrages : il doit se contenter d'un piteux 23 % et imaginer l'après-Mitterrand comme un cauchemar.

LEÇON POUR LA TETE DE LISTE DU P.S. : il découvre qu'il ne suffit pas de singer Tartufe dans son maintien, dans sa diction et jusque dans ses tics, pour réussir à tartufier les Français. Il avait déjà perdu les élections législatives de 1986, perdu l'élection au poste de premier secrétaire du P.S. en 1988. Il perd à présent les élections européennes. Il perdra la prochaine élection présidentielle s'il s'y présente.

LEÇON, DU MEME COUP, POUR LE CHEF DU P.S., qui occupe la présidence de la République : les Français ne veulent confier leur avenir ni à son dauphin, ni à son parti.

LEÇON POUR LES CENTRISTES ET LEUR TETE DE LISTE : les électeurs de droite n'aiment pas le double jeu. Si les centristes veulent s'allier au P.S., il le feront avec un maigre apport de voix, qui fondera encore du fait de leur trahison avérée. Les socialistes leur donneront quelques os à ronger, le temps d'exploiter ces 2 à 3 % de suffrages résiduels et puis ils les jetteront.

LEÇON POUR LES RENOVATEURS OU SOI-DISANT : leur stratégie commune (qui ne le restera que jusqu'au moment où l'ambition forcenée de chacun d'eux se heurtera à celle des autres) reposait sur l'idée que le réservoir de voix de la droite est au centre. Ils se

flattaient, d'abord, de constituer un parti rassemblant 15 à 20 % des voix, capable de collaborer avec le P.S. sans trop d'humiliations, ensuite de mordre lors de la prochaine élection présidentielle, sur l'électorat socialiste, tout en conservant la grande majorité de l'électorat de droite, supposée captive au nom d'un "vote utile" dévoyé. Avec les quelque 8 % de la liste Veil, cette stratégie est ruinée.

2) - **Elle est ruinée par l'effet d'une autre leçon** - au sens cette fois d'enseignement - que les résultats du 18 juin donnent à la droite parlementaire.

Elle obtient 29 % des voix.

Mais la liste Le Pen approche des 12 %, la liste des chasseurs, ces Français traditionnels, en révolte contre la bureaucratie social-démocrate et démocrate-chrétienne de la Commission de Bruxelles, dépasse les 4 %, une petite liste de droite a 0,7 %. Il existe ainsi à droite, en dehors de l'opposition parlementaire, un ensemble de voix de près de 17 %.

SI DONC LA DROITE TOUT ENTIERE S'UNIT, ELLE BATTRA N'IMPORTE QUEL CANDIDAT SOCIALISTE, Y COMPRIS ROCARD.

En effet, elle totalisait, au soir du 18 juin, sans compter la liste Veil, 45,5 %, tandis que la gauche, toutes tendances confondues, n'atteignait pas 34 %.

A la droite de définir en conséquence sa doctrine et son comportement.

QUANT A NOUS, NOUS NOUS EMPLOYERONS INLASSABLEMENT A L'UNIR, DANS L'INTERET SUPERIEUR DE LA FRANCE.

**"La GAUCHE c'est ce qui est tordu,
la DROITE c'est le plus court chemin d'un point à un autre !"
Général de GAULLE**

Le Parler Vrai

Les Français sont-ils incapable d'affronter les réalités ? A l'évidence, non !. Alors pourquoi seraient-ils condamnés à ne recevoir que de la bouillie démagogique ? Pourquoi n'auraient-ils pas droit, de temps en temps, à ce qu'on leur dise la vérité ? Qu'on leur parle vrai ? Et pourquoi pas à propos du terrorisme.

NOUS, NOUS SAVONS QUE SEULE LA FER-METE PAYE. Mais quand l'Etat s'est lui-même privé des moyens de se faire respecter, que faut-il faire ?

Jacques Chirac, récemment, sur ce sujet, a parlé vrai, quand la plupart des autres mentent, pour vous rassurer, disent-ils. A-t-il eu tort ? Etait-ce une gaffe ? Etait-il préférable de réfléchir in petto ? Nous disons non ! Trois fois non.

La sécurité intérieur comporte deux aspects, l'un de prévention et de répression du terrorisme, l'autre d'action diplomatique.

Peu après leur arrivée au pouvoir en 1981, les socialistes se sont empressés de supprimer la Cour de Sûreté de l'Etat, organe vraiment efficace de lutte contre le terrorisme. Revenus au pouvoir en 1988, ils s'empressent de neutraliser l'action de la 14^e section du parquet de Paris que Jacques Chirac avait mise en place en 1986 précisément pour pallier l'absence de Cour de Sûreté de l'Etat.

Dès lors, il fallait bien que quelqu'un souligne que seul le bon vouloir des Etats ayant une influence directe ou indirecte sur les terroristes était en mesure, aujourd'hui, d'assurer la sécurité des Français. Or, ce bon vouloir, ce n'est un secret pour personne est conditionnel.

L'actuel Premier Ministre a conseillé "à ceux qui auraient des informations, des intuitions ou des inquiétudes de s'en ouvrir au responsables qui ont en charge la sécurité extérieure et intérieur du pays, c'est-à-dire aux autorités de l'Etat". Jacques Chirac l'a sans doute fait, comme il l'a fait entre 1986 et 1988. Mais était-ce suffisant ?

Personne n'a oublié le face-à-face télévisé de la campagne présidentielle quand Jacques Chirac a posé à son interlocuteur une question "les yeux dans les yeux". Comment faire confiance à quelqu'un qui témoigne d'une telle duplicité ?

Il fallait avertir le Pays. Jacques Chirac l'a fait. Contre son intérêt à court terme ? Et alors !

Le donneur de conseils cité plus haut, Michel Rocard, qui a bâti sa popularité sur une réputation de parler vrai, avait tenu des propos comparables le 20 avril dernier, sur TF 1, à l'émission "Questions à domicile". La presse unanime avait "oublié" de les citer. A moins qu'effrayé par sa propre audace, il ait dépêché son attaché de presse dans les rédactions pour bloquer leur diffusion.

Mais qu'attend-on d'un homme d'Etat sinon qu'il prenne des risques personnels, si c'est dans l'intérêt du Pays.

Prôner l'Europe des Patries, au Zénith, devant un auditoire libéro-centriste qui

attendait l'habituel ron-ron européen, relève de la même démarche.

C'est vraiment un peu facile de qualifier de gaffe ou de dérapage, l'affirmation d'une conviction même si elle n'est pas comprise dans l'immédiat.

Un des rares hommes politiques qui ne soit pas sous influence mérite mieux que l'ironie quand il nous alerte et nous invite à réfléchir.

Philippe LETTERON

ELECTIONS AUX CHAMBRES DE METIERS : DE LA NECESSITE D'ETRE PRESENT

Au mois de novembre prochain, auront lieu les élections pour la désignation des représentants des artisans et commerçants du secteur des métiers.

Il y a en France, tous secteurs d'activités confondus, presque un million d'entreprises artisanales. Si l'on additionne au chef d'entreprise son conjoint qui bien souvent participe à la gestion de l'entreprise, on peut aisément se rendre compte que le cap du million de personnes concernées par ces élections est largement dépassé. Il s'agit donc d'une élection importante.

Elles sont dites "consulaires" (au même titre que les élections aux chambres de commerce). **ELLES VONT DETERMINER POUR LES TROIS ANNEES A VENIR LA COMPOSITION ET SURTOUT LA PRESIDENCE DES CHAMBRES DE METIERS.** "Détenir" une chambre de métier représente pour celui qui la préside, un levier de commande des économies locales.

Le secteur des "métiers" est en effet divisé en trois grands groupes d'activités :

- 1) Le secteur alimentaire : boucherie, charcuterie, traiteurs, boulangerie, pâtisserie...
- 2) Le secteur des métiers : coiffure, bijouterie...
- 3) Le secteur du bâtiment : gros oeuvre et second oeuvre.

Toutes les entreprises artisanales sont concernées par ces élections.

Parmi nos adhérents, nos militants, nombreux sont ceux qui appartiennent à l'artisanat. Il convient donc de prendre conscience de deux choses :

- 1) IL FAUT PARTICIPER EN VOTANT.
- 2) MAIS IL FAUT SURTOUT ETRE ELU DONC ETRE CANDIDAT.

Pour cela, il n'est pas nécessaire d'appartenir à une organisation patronale, même s'il est souvent plus aisé de se présenter dans le cadre d'une structure.

Les organisations dites représentatives de ce secteur des métiers sont : la CGAD pour l'alimentaire, la CNAM pour les métiers et surtout la CAPEB pour le bâtiment. Cette dernière est proche des socialistes par ses dirigeants et par la politique générale qu'elle mène.

La FNB, par sa section artisanale dans

(suite n.4)

28,8 % DES SUFFRAGES NE FONT PAS UNE MAJORITE.

C'est pourquoi, nous sommes quelques-uns à considérer que la pusillanimité de la droite dite civilisée, et des héritiers du gaullisme en particulier, risque fort de nous faire passer nos meilleures années sous le règne d'un Mitterrand II ou d'un Mitterrand III de plus en plus "lifté".

Or, nous avons un préjugé raisonnable contre Monsieur Mitterrand ; il n'appartient pas à notre famille. Cela résume, mieux qu'un long catalogue, tout ce qui nous différencie de lui.

Comme nos dirigeants et nos élus semblent ne pas bien savoir par quel bout prendre leur devoir d'opposition, nous allons les y aider, d'une manière spontanée, c'est-à-dire dans leur demander leur avis.

Pour nous, le Gaullisme, c'est avant tout le pouvoir de dire NON, ou mieux, le devoir de dire NON. Alors, nous allons dire NON à un certain nombre d'attitudes et d'ambitions. Comment ? Par de petites provocations.

Dire que de Gaulle préférerait avoir les centristes contre lui plutôt qu'avec lui, comme l'ont fait certains de nos amis, en était une. Nous en ferons d'autres.

Profitant d'un hémicycle particulièrement vide, des députés de l'opposition, par jeu, ont tourné les clés de vote électronique de leurs collègues de l'U.D.C., tous absents. Il faut continuer dans ce sens. Ces braves gens ne peuvent pas manquer totalement d'amour-propre. Ils vont finir par se fâcher et rompre totalement avec l'opposition.

Car nous sommes des supporters enthousiastes de l'autonomie du Centre. Cela, bien sûr, les hommes politiques et les élus, empêtrés dans leurs petites alliances, ne peuvent pas le dire.

Nous, nous allons le dire. Nous sommes convaincus que tant que le centrisme (idéologie et expression partisane) fera partie de l'opposition, la droite sera incapable de s'unifier, de se consolider et de se développer en force alternative crédible.

Donc, nous approuvons des deux mains les centristes intégristes comme Stasi et Barrot qui veulent rompre tout lien avec la droite. Nous leur souhaitons de tout coeur plein succès. Bien sûr, 8,5 % des suffrages, ce n'est pas le Pérou ! Mais en rejoignant leurs amis de coeur, les Stirn, les Soisson et les Durafour, ils arriveront bien à former un joli petit parti autonome qui cessera pour un bon bout de temps de mettre des batons dans les roues de l'indispensable rassemblement de la droite.

En revanche, les centristes libéraux qui veulent rester assis entre deux chaises nous affligent. Manquent-ils à ce point de foi ?

Maintenant, qu'on ne vienne pas nous dire que le Gaullisme, ce n'est pas la droite. Ca l'était si bien que les rares fidèles du Général que le mot de droite chagrinaient (dont curieusement la plupart étaient considérablement plus fortunés que la majorité de leurs compagnons) revendiquèrent pour mieux se distinguer l'appellation de "gaullistes de gauche". Ils étaient ultra-minoritaires.

On aura compris que nous ne partageons en aucune manière les analyses de Philippe SEGUIN, qu'habilement celui-ci préfère développer à l'intérieur du RPR plutôt qu'à l'extérieur. Contrairement à lui, nous pensons que **LE RECENTRAGE DE L'OPPOSITION, C'EST LA MORT DE L'OPPOSITION, UN CADEAU FAIT A MITTERRAND.**

Dans le même mouvement nous rejetons sans hésitation l'initiative hyper-médiatisée des fameux "rénovateurs".

Sous le masque du renouveau et d'un pseudo-modernisme qui privilégie la forme sur le fond selon les techniques "branchées", des spécialistes de la communication politique, on discerne très bien la bousculade un peu indécente des ambitieux trop pressés **DONT LE SEUL PROGRAMME EST "OTE-TOI DE LA QUE JE M'Y METTE".**

PLUS GRAVE, LES "RENOVATEURS" ONT REPRIS A LEUR COMPTE, LA VIEILLE ERREUR, DENONCEE NAGUERRE PAR GEORGES POMPIDOU, QUI CONSISTE A ADOPTER LES IDEES DE L'ADVERSAIRE EN RENONÇANT A NOS PROPRES VALEURS. Les électeurs ne suivent jamais ce type de démarche. Elle mène inéluctablement à la défaite.

Nous n'attendrons pas la veille de la prochaine élection présidentielle pour découvrir qui est avec nous et qui est contre nous. **Il faut faire le ménage tout de suite !** L'auteur de "la droite, année zéro" a montré le chemin, en rejoignant la liste de Simone Veil.

Messieurs les flirteurs de la rénovation, à votre tour. Passez à l'acte. Si quelque timidité vous retient encore, nous vous donnerons un coup de main : par honnêteté et pour la clarté.

Dans notre combat contre l'ambiguïté, il nous faut nous attaquer aussi aux concepts, fussent-ils moribonds, du renoncement.

Nos compatriotes, dans leur grande sagesse, manifestent à leur égard la plus grande méfiance ; mais ils survivent, on ne sait pourquoi, dans le mental de ceux qui prétendent nous représenter. Ainsi du barrisme, concept soustracteur, qui n'a pas rejoint encore définitivement l'"ailleurs" où son inspirateur est allé se réfugier, bien tardivement à notre avis.

Ainsi de l'Europe socialo-centriste, concept flou, qui n'a pour objectif que de retarder la construction de l'Europe des Patries, bien réelle, celle-ci.

Enfin, nous devons nous adresser à ceux qui répondent "épuration 1945" ou "Algérie 1962" quand on prononce le mot "gaullisme".

Nous leur disons : BASTA ! IL SERAIT PEUT-ETRE TEMPS DE CHANGER DE DISQUE. SINON, VOUS RISQUEZ D'APPARAÎTRE COMME LES ALLIES OBJECTIFS DU MITTERRANDISME ; UN COURANT CLANDESTIN DU P.S.

Nous avons du pain sur la planche. Et avant tout saboter l'embrassons-nous, Folleville qui conduirait à de nouvelles défaites.

Comme disaient les autres "SPONTEX" d'il y a 20 ans, les "maos" : continuons le combat !

**GORBATCHEV VEUT
NOUS ROULER**

Le M.I.L. a réuni son bureau national pour examiner la situation de la venue en France de Gorbatchev. Le M.I.L. constate que le tchékiste et ancien membre du K.G.B. Mikhaïl Gorbatchev, devenu maître de l'U.R.S.S., n'est pas loin d'avoir trouvé la bonne méthode pour désarmer l'Occident à la barbe d'Helmut Kohl et de François Mitterrand.

Le M.I.L. appelle l'attention de tous sur les deux axes de cette stratégie. En tenant des discours propres à réjouir les "pacifistes" et les naïfs, Gorbatchev conduit l'Occident à baisser sa garde et à désarmer. En même temps, et grâce aux relations "d'amitiés" qu'il noue avec ses futurs victimes, il obtient d'elles les ressources financières et technologiques qui lui sont nécessaires pour réarmer.

Par ces temps de communismes à visage humain, le M.I.L. signale enfin que Gorbatchev n'hésiterait pas un seul instant à recourir aux purges et aux exécutions pour le cas où la nomenklatura serait subitement en danger. Le M.I.L. observe à cet égard que Monsieur Deng Xiaoping, le Chinois, était il y a un an aussi populaire aux yeux des Occidentaux que Monsieur Gorbatchev l'est aujourd'hui.

Malheureusement, "ça marche" comme on l'a vu en regardant les foules allemandes applaudir l'illusionniste du Kremlin. Aussi, devons-nous réagir. C'est pourquoi le M.I.L. lance une campagne d'autocollants strictement diffusés durant la venue de Gorbatchev sur le thème :

**"PEKIN, MOSCOU, LE
COMMUNISME
TUE TOUJOURS".**

Fait à Paris, le 28 juin 1989 et non diffusé par la Presse Nationale.

**ELECTIONS AUX CHAMBRES DE METIERS:
DE LA NECESSITE D'ETRE PRESENT**

suite de la page 2
le bâtiment et le CIDUNATI sont délibérément opposés clairement à la gestion socialo-communiste.

Beaucoup d'artisans ignorent ces éléments et sont inscrits au sein de ces organismes, ou bien votent pour leurs représentants. Ainsi et à leur insu ils font (contre leur propres intérêts) le jeu de la gauche. Nous attirons donc déjà votre attention sur ce point et dès la rentrée, nous consacrerons un article de fond et documenté, qui permettra à nos adhérents et militants, d'aller voter, de faire voter, et de se présenter munis des éléments essentiels de connaissance.

LES ECHOS DU MIL

* **Solidarité Emploi** : nous rappelons à nos adhérents que SE s'adresse à des employeurs éventuels. Nous vous demandons, lorsque vous êtes adhérent à jour de cotisation et à la recherche d'un emploi, de nous faire parvenir un CV. En effet, de nombreuses entreprises font appel à nous et malheureusement nous n'avons pas toujours la personne adéquate. Nous avons des demandes telle que : secrétaire, ajusteur, cadre, manutentionnaire, ... Nous essayons de changer les mentalités, mais pour cela, il faut que chaque adhérent nous informe lorsqu'un poste est à pourvoir dans son entreprise et que chaque adhérent à la recherche d'un emploi nous en informe.

* **Département de la Drôme** : une conférence a eu lieu le 16 juin de Monsieur Raoul BETEILLE, vice président du MIL, sur le thème : "justice et faits de société" et de notre secrétaire général adjoint qui a traité de l'action, des positions et des perspectives d'avenir du MIL.

* **Département de la sarthe** : une conférence a eu lieu le 9 juin sur le thème "la redécouverte des valeurs fondamentales", avec le Général DELAUNAY.

* un certains nombres de réunion interne autour de notre secrétaire général adjoint ont eu lieu dans plusieurs départements et régions, notamment :

- moselle le 7 juin où notre SGA a été ravi de discuter avec tous les militants. Il a pu faire la connaissance d'une très bonne équipe motivée et décidée.
- loire le 24 mai.
- eure et loire le 26 juin.
- cher le 17 juin.
- seine et marne, seine saint denis, val d'oise
-

* **Le mechoui de la Délégation Régionale ILE DE FRANCE** a eu lieu le dimanche 25 juin 1989. Nous félicitons la militante qui a gagné à notre tombola, une chaîne hifi.

**VIGILANCE & ACTION est édité par
le Mouvement Initiative et Liberté
4 rue F. Mistral, 75015 Paris**

**Directeur de la publication : A. Decocq
Imprimerie Lemaire, 95000 Cergy-Pontoise
Dépôt légal à parution**

A DECOUPER OU A RECOPIER ET A RENVoyer AU MIL 4 rue F. Mistral 75015 Paris, Tel : 45 54 15 57

Je, soussigné(e), déclare vouloir adhérer au Mouvement Initiative et Liberté (MIL)

NOM : _____ PRENOM : _____
 ADRESSE : _____
 DATE ET LIEU DE NAISSANCE : _____ TELEPHONE : _____
 PROFESSION : _____ ETABLISSEMENT : _____
 COTISATION MEMBRE : 100 Frs DATE SIGNATURE
 COTISATION DE SOUTIEN : 500 Frs
 COTISATION BIENFAITEUR : à partir de 1000 Frs